



Gildas Le Treut, co-directeur Commercial, Marketing et Solutions, Société Générale Securities Services, ouvre la 5^e édition du European Investor Summit

Investir dans un monde instable

Les tensions géopolitiques, la dette et l'inflation créent un environnement d'investissement difficile. Lors de la première table ronde du European Investor Summit, les experts ont débattu des stratégies pour surmonter ces incertitudes.

Comment investir face à l'incertitude économique et aux tensions géopolitiques ? Les intervenants du premier panel de la journée, animé par Christophe Diederer, Director of Global Macro Monitoring & Systemic Risk chez Euroclear, partagent leurs analyses et leurs stratégies, en insistant sur les vertus de la diversification. L'animateur des débats met d'emblée l'accent sur l'inconnue des élections américaines, un événement majeur qui s'ajoute à la guerre en Ukraine, aux tensions autour de Taïwan et aux conflits au Moyen-Orient.

Si Paul Jackson, Global Head of Asset Allocation Research chez Invesco, souligne les chances de Kamala Harris de remporter le scrutin, Clémentine Gallès, économiste en chef chez Société Générale Private Banking, estime que les résultats des présidentielles ne résoudront qu'une partie du puzzle : « La composition du Congrès jouera un rôle clé dans l'orientation de la politique économique américaine. »

Certains facteurs alimentent une inflation structurelle

Les intervenants tirent les leçons des chocs successifs : Covid-19, invasion de l'Ukraine et inflation. Marco Passafiume, Directeur général de CNP Vita Assicura, décrit la période des taux d'intérêt bas comme un défi majeur pour l'assurance-vie. Paul Jackson affiche son humilité dans l'exercice de l'anticipation. « Nous savons qu'une moitié de nos prévi-

sions seront fausses, mais nous ne savons pas quelle moitié. Cela plaide en faveur de la diversification, surtout dans un environnement où la volatilité des taux est élevée. » Il cite ses propres erreurs de prévision : « Je pensais que les tensions géopolitiques allaient pousser l'or au-dessus de 2 350 dollars cette année, ce qui s'est produit. Mais je pensais aussi que le pétrole Brent dépasserait les 100 dollars. » Fabian Hürzeler, Président de Swiss Life Asset Managers France, insiste quant à lui sur les

tendances de fond comme la transition énergétique et la pénurie de main-d'œuvre qualifiée. « Ces facteurs alimentent une inflation structurelle. Nous ne pensons pas que les taux reviendront aux niveaux d'avant la pandémie dans le cadre du cycle d'assouplissement actuel. » Marco Passafiume rappelle que l'assurance-vie est au cœur de la gestion des risques liés à l'allongement de la vie. Clémentine Gallès qualifie l'inflation de « choc majeur » tout en estimant que le >>

Société Générale Securities Services réunit les professionnels de l'investissement européens

La 5^e édition du European Investor Summit de Société Générale Securities Services (SGSS) a réuni le 1^{er} octobre, comme chaque année, près de 200 professionnels de l'investissement au siège du Groupe à la Défense.

Introduisant l'événement, Slawomir Krupa, Directeur général de Société Générale, a tenu à remercier pour « leur confiance et leur soutien constants » cette communauté des investisseurs, gestionnaires de fonds, gestionnaires d'actifs et entreprises clientes de SGSS : « La relation que nous entretenons avec vous est au cœur même

de ce que nous faisons et de ce que nous sommes, ainsi que de tant d'activités au sein de notre groupe. Servir nos clients est ce qui compte le plus pour nous et alors que nous célébrons notre 160^e anniversaire cette année, je tiens à souligner la force et la longévité de nos relations clients, ce que nous avons accompli ensemble et ce que nous construisons pour l'avenir ».

Par la suite, Valérie Baudson, Directrice générale d'Amundi, a répondu aux questions d'Arnaud Jacquemin, Directeur de SGSS, sur les dynamiques à l'œuvre dans l'univers de l'asset management. Pour sa

part, Joseph Pinto, CEO de M&G Investments a mis en lumière le rôle clé des marchés non cotés pour l'investissement à impact et la construction de sociétés résilientes.

Plusieurs tables rondes ont permis aux représentants d'institutions financières européennes d'échanger sur les conséquences pour les stratégies d'investissement des incertitudes économiques et des tensions géopolitiques, sur les enjeux liés aux objectifs de neutralité carbone, à l'adoption des actifs numériques et à la démocratisation des actifs privés.

» phénomène est « globalement sous contrôle », ce qui offre aux banques centrales une marge de manœuvre pour réduire les taux d'intérêt. « Les marchés anticipent un retour des taux courts à 3 % aux États-Unis et à 2 % en zone euro d'ici fin 2025. Une baisse rapide des taux soutiendrait clairement la croissance, notamment en Europe où l'activité du crédit est cruciale », affirme-t-elle.

Une divergence croissante entre les trajectoires économiques des États-Unis et de l'Europe

Elle note également la divergence croissante entre les trajectoires économiques des États-Unis et de l'Europe. Selon elle, cette situation reflète « une combinaison de chocs spécifiques, notamment en raison des différences de politiques fiscales et monétaires ».

Paul Jackson prédit néanmoins une action énergique de la Fed : « Historiquement, une fois que la Fed commence à baisser ses taux,



elle le fait rapidement. » Selon lui, cela devrait se traduire par un affaiblissement du dollar. Il estime que cette baisse des taux devrait profiter aux actifs défensifs comme les obligations d'État et les obligations de la catégorie investissement. Cependant, il reste prudent à propos des actions. « Je n'aime pas les actions américaines, surtout les valeurs technologiques. Elles sont surévaluées. À l'inverse, je suis convaincu que les actions

chinois ont encore beaucoup de potentiel malgré leur hausse récente », déclare-t-il.

Fabian Hürzeler met l'accent sur les opportunités dans le secteur des infrastructures, notamment face aux besoins de financement croissants et à l'augmentation des dettes publiques dans les pays développés : « Dans nos portefeuilles, nous avons intégré des actifs réels comme l'immobilier et les infrastructures, qui se sont révélés d'excellents éléments de diversification. »

La situation française fait également l'objet de discussions, suite à la dissolution de l'Assemblée nationale et aux incertitudes politiques estivales. Clémentine Gallès rappelle que la France doit composer avec une dette publique élevée et une croissance faible. Fabian Hürzeler ajoute : « La France voit ses spreads s'élargir par rapport aux Bunds allemands, signe d'une perception accrue du risque de la dette française par les investisseurs. C'est une situation qui nécessite de rassurer les marchés sur la stabilité à long terme. » ■

Atteindre les objectifs net zéro en préservant la croissance : est-ce possible ?

À l'heure où le secteur financier cherche à concilier performance économique et objectifs climatiques, l'une des tables rondes a fait le point sur les défis de la transition énergétique et les solutions pour y parvenir.

Le débat porte sur une question cruciale : peut-on viser les objectifs de neutralité carbone tout en préservant la croissance ? Réponse des intervenants : non seulement la transition écologique est possible, mais elle est nécessaire pour assurer la croissance économique et la pérennité des entreprises. Sébastien Daziano, Directeur de la stratégie et de l'innovation chez Veolia, explique les efforts de son groupe pour réduire les émissions de CO₂ : « Notre principal objectif est

d'aligner Veolia sur la trajectoire de 1,5°C du SBTi (Science Based Targets initiative) conforme à l'Accord de Paris. » Le défi, comme le résume Kokou Agbo Bloua, Responsable mondial de la recherche Economique, Cross-Asset et Quantitative, Société Générale CIB, réside dans l'alignement de ces objectifs ambitieux avec les lois de la physique. « Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), nous devons réduire les émissions mondiales de 7 % chaque année, mais elles n'ont baissé que de 4,7 % en 2020 : les efforts menés ne suffisent pas », alerte-t-il. Il rappelle que le rythme actuel conduit à un réchauffement de 2,4°C d'ici la fin du siècle.

Pour Erin Bigley, Chief responsibility officer d'AllianceBernstein, la question de l'intégra-

tion des enjeux climatiques dans les investissements est centrale : « Nous travaillons avec les équipes d'investissement pour incorporer les considérations climatiques, qu'il s'agisse de risques ou d'opportunités. » Il évoque des partenariats avec des institutions académiques comme l'Université Columbia, pour mieux comprendre l'impact du climat sur les investissements.

L'Europe en avance

Jane Wadia, Responsable du développement durable, produits de base et clients chez Axa IM, insiste sur l'importance de répondre aux attentes des clients tout en intégrant les critères de durabilité : « Nos clients européens sont ceux qui nous poussent le plus dans cette direction », indique-t-elle, précisant que l'Europe est en avance sur les États-Unis en termes d'objectifs durables. « Il ne suffit pas de fixer des objectifs, il faut aussi s'assurer qu'ils soient réalisables et soutenus par des actions concrètes », complète Jane Wadia. Tatiana Bosteels, économiste senior à la Banque européenne d'investissement (BEI), rappelle l'importance de s'engager en apportant des solutions financières adaptées : « La BEI joue un rôle clé pour soutenir les investissements liés au Green Deal européen, mais il reste un déficit de financement de 70 %. Il est essentiel de mobiliser plus de fonds privés pour combler cet écart. » Les intervenants insistent sur la nécessaire coopération entre acteurs publics et privés pour réussir la transition. « Nous devons agir maintenant, avec les moyens à notre disposition », résumèrent-ils.

Malgré les obstacles, Sébastien Daziano souligne les innovations mises en place chez Veolia, notamment avec Solvay, pour décarboner des installations industrielles. Il plaide pour l'adoption de nouveaux modèles économiques et le calcul des « émissions évitées » pour mieux évaluer l'impact réel des projets de décarbonisation. ■



La puissance de l'investissement à impact sur les marchés privés

Joseph Pinto, CEO de M&G Investments, a mis en lumière le rôle clé des marchés non cotés pour l'investissement à impact et la construction de sociétés résilientes.

« Nous sommes à un carrefour d'opportunités sans précédent pour transformer la manière dont nous investissons et façonnons l'avenir de la planète ». Joseph Pinto affirme sa conviction que les marchés privés sont des catalyseurs des transitions. Face à un déficit d'investissement de près de 4 000 milliards de dollars par an pour atteindre les Objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU, les actifs non cotés offrent des perspectives de rendement financier, mais aussi une capacité à générer un changement.

Joseph Pinto rappelle que les fonds intégrant des critères ESG investis dans les actifs pri-

vés ont enregistré une progression exponentielle depuis 2014, et notamment à partir de 2020. Il précise que l'Europe joue un rôle majeur dans cette dynamique, avec une part de capitaux ESG levés supérieure à l'Amérique du Nord et au reste du monde.

Cette domination européenne s'explique, selon lui, par un engagement plus marqué en faveur de la transition énergétique et des solutions durables. « En tant qu'Européens, nous pouvons montrer la voie aux investisseurs asiatiques et américains », affirme-t-il.

Des opportunités inédites

Au-delà des chiffres, Joseph Pinto souligne que ces marchés offrent de la flexibilité, de la diversification et une vision à long terme. Ils permettent selon lui d'accéder à des opportunités d'investissement inédites. « Les marchés privés sont le moteur de l'innovation », déclare-t-il, ajoutant que l'entrepreneuriat et le capital-investissement sont des leviers pour résoudre les grands défis mondiaux.

Le CEO de M&G Investments mentionne également l'importance d'investir dans des solutions climatiques et d'encourager la décarbonation de l'économie. « Il ne suffit plus de chercher des rendements. Il faut désormais mesurer l'impact de nos investissements et avoir des objectifs clairs », insiste-t-il.



Joseph Pinto évoque les défis auxquels l'industrie est confrontée, notamment le manque de normes standardisées pour mesurer l'impact. Cependant, il reste optimiste quant aux opportunités grâce aux perspectives qu'offre la tokenisation, tout en soulignant l'importance d'une réglementation innovante et d'une plus grande accessibilité des marchés privés. « L'investissement à impact dans les marchés privés n'est pas seulement une tendance. C'est un outil puissant pour favoriser un changement positif », conclut-il. ■



La démocratisation des marchés privés passera par la pédagogie

L'accès des investisseurs particuliers au non-coté pose des défis opérationnels et d'éducation, estiment les experts lors d'une table ronde animée par Julie Farren, Director, Investment Management & Wealth Consulting chez Deloitte.

La démocratisation des marchés privés est-elle une réalité ou un mirage ? C'est la question clé posée par Julie Farren, Director, Investment Management & Wealth Consulting chez Deloitte. Salvatore Sberna,

Responsable des investissements alternatifs chez Azimut Investments, met en garde contre une perception simpliste du concept. Il souligne l'importance de l'éducation et des défis opérationnels sur ce sujet de l'accès du grand public au non coté : « La démocratisation est en marche, affirme-t-il. Mais il nous reste du chemin à parcourir avant que les particuliers soient intégrés dans ce paysage. » Markus Pimpl, Co-Head Private Wealth Europe, Partners Group, partage cette analyse en soulignant que la « mutualisation » des

process, condition de la démocratisation, est la clé du succès : « Il ne suffit pas de proposer des produits aux particuliers. Nous avons besoin de digitaliser et de standardiser les opérations pour permettre une plus grande accessibilité. » Selon lui, les fonds doivent être plus agiles pour être accessibles à un nombre croissant de petits investisseurs.

Une demande accrue

Pour Jean-David Ponsin, co-Directeur du crédit privé chez Ardian, l'intérêt des particuliers pour les marchés privés est en pleine croissance. « Nous constatons une demande accrue, tant de nos clients que des banques privées et des gestionnaires de patrimoine. » Cependant, il insiste lui aussi sur l'importance d'éduquer ces nouveaux investisseurs. La pédagogie est cruciale, notamment pour les actifs complexes.

Pour Rémi Cuiat, Directeur des actifs en unités de compte et du middle-office chez Generali France, « les investisseurs doivent comprendre les risques liés à la liquidité. Ils ne peuvent pas traiter ces actifs privés comme des fonds liquides traditionnels. » Il rappelle que dans les contrats d'assurance, les actifs privés sont souvent détenus à long terme, pour des objectifs de retraite ou de transmission de patrimoine.

L'enjeu de la liquidité est également soulevé par Markus Pimpl. « Les fonds evergreen, qui offrent une certaine flexibilité tout en investissant dans des actifs illiquides, peuvent être une solution, estime-t-il. Mais il est impératif que les investisseurs comprennent les contraintes de ces produits. » ■

« Notre capacité à trouver des actifs privés de bonne qualité est ce qui nous rend confiants dans l'avenir de ces marchés »



L'industrie de la gestion d'actifs bénéficie de plusieurs tendances de long terme qui lui offrent d'importantes perspectives de croissance. Ce constat partagé, Valérie Baudson, Directrice générale d'Amundi, était invitée à l'illustrer par Arnaud Jacquemin, Directeur de Société Générale Securities Services.

La dirigeante du premier asset manager européen identifie deux principaux moteurs de long terme pour Amundi. Le premier est le vieillissement de la population, qui tire la croissance du secteur grâce aux besoins croissants pour des produits d'épargne en vue de la retraite. Le second est le fort développement du continent asiatique et en particulier l'émergence d'une classe moyenne avec des capacités d'épargne. Le secteur doit cependant répondre à des défis de taille à court terme. Tout d'abord, Valérie Baudson constate que les marges des gérants d'actifs sont orientées à la baisse, ce qui oblige ces

acteurs à développer des modèles de développement plus efficaces. Par ailleurs, la digitalisation impacte les processus opérationnels et nécessite des investissements importants. À court terme, la conjoncture économique et la géopolitique peuvent aussi être des défis même si Valérie Baudson anticipe un « soft landing », avec un recul de l'inflation, des taux, ainsi que de la croissance économique mondiale.

En termes de classes d'actifs, les marchés privés comptent parmi les principaux vecteurs de développement pour les gérants. « Ces marchés croissent à un rythme deux fois plus élevé que les marchés d'actifs cotés. Nos clients institutionnels, qui sont capables d'en assumer la faible liquidité, apprécient les rendements offerts et la diversité des thématiques couvertes, des petites entreprises aux infrastructures. Nous sommes confiants en l'avenir des marchés d'actifs privés car nous sommes en capacité de trouver des actifs de bonne qualité » indique ainsi Valérie Baudson. Dans ce domaine, l'émergence d'une clientèle de particuliers présente de nouveaux enjeux. Selon la Directrice générale d'Amundi, « l'horizon d'investissement à long terme de l'épargne retraite est bien adapté aux investissements dans les actifs privés. Cependant, dans la perspective de la « démocratisation » de ces marchés, les acteurs devront être très attentifs à la question de leur liquidité et de leur diversification. Les épargnants particuliers devront investir en actifs privés dans des proportions raisonnables. » ■

Un décollage des actifs numériques en Europe ? Le chemin sera long

L'Europe est-elle prête pour une adoption massive des actifs numériques ? Les experts ont échangé, lors d'une table ronde animée par Jean-Marc Stenger, Directeur général de Société Générale-Forge, sur les conditions actuelles du marché et les obstacles à surmonter.

Les actifs digitaux, comme les titres tokenisés ou les monnaies numériques de banques centrales (MNBC), annoncent une transformation de l'industrie financière. Mais l'Europe est-elle prête à saisir cette opportunité ? Christoph Hock, Responsable des actifs numériques chez Union Investments, se montre optimiste : « J'estime que la capitalisation boursière des actifs financiers tokenisés dépassera les 4 000 milliards de dollars d'ici 2030 ». Pour lui, la jetonisation des actifs offre



plusieurs avantages, tels que la possibilité de les fractionner, pour permettre aux investisseurs particuliers d'accéder à des marchés autrefois réservés aux institutionnels.

Une avancée majeure

Faustine Fleuret, Directrice générale de l'ADAN, abonde dans ce sens mais rappelle que le chemin sera long : « Nous sommes au début du parcours. La tokenisation des instruments traditionnels est un point d'entrée pour intéresser les acteurs financiers aux technologies blockchain. » La réglementation européenne, en particulier le cadre MICA¹ et le régime Pilote, est perçue comme une avancée majeure pour encourager cette adoption.

Du côté des infrastructures de marché, Thomas Wissbach, Senior product manager chez Deutsche Boerse, se montre prudent : « L'émission de titres sur une blockchain reste limitée. » Il salue néanmoins les récents progrès des banques centrales, notamment de la BCE qui expérimente les MNBC, avec une possible mise en œuvre dès 2026. L'Europe semble avoir toutes les cartes en main pour réussir : un cadre réglementaire solide et des technologies innovantes. Mais « les entreprises doivent se préparer dès maintenant pour ne pas manquer cette révolution », conclut Jean-Marc Stenger. ■

1. MICA : Markets in Crypto-Assets Regulation, ou réglementation européenne sur les crypto-actifs